



Recherche



[Recherche avancée \(/fr/advanced-search\)](#)

[S'ABONNER](#)

[AUDIOTHÈQUE](#)



## La France doit agir vite pour résoudre la crise du logement et des sans-abris, alerte une experte de l'ONU



Dans la 'jungle' de Calais, en France, quelques jours avant son démantèlement en octobre 2016 (archives). Photo HCR/Olivier Laban-Mattei

**Connue comme le berceau des droits de l'homme, la France révèle toute une série de contradictions dans la mise en œuvre du droit au logement, du droit à une vie exempte de sans-abrisme et d'expulsions forcées. C'est ce qu'affirme une experte de l'ONU en matière de droits de l'homme.**

« Je suis impressionnée par le fait que la France ait repris dans son droit interne le droit au logement, y compris des procédures permettant aux groupes les plus vulnérables de faire valoir ce droit, ce qui constitue un exemple en Europe. Malheureusement, le système ne fonctionne pas aussi efficacement qu'il le devrait, » a affirmé Leilani Farha, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit au logement, dans une déclaration

(<https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24475&LangID=F>) à l'issue de sa visite de dix jours en France

Les juges peuvent ordonner l'octroi d'un logement dans les six mois mais dans la plupart des grandes villes, beaucoup de décisions judiciaires ne peuvent être mises en œuvre faute d'un stock suffisant de logements sociaux disponibles. En région parisienne, seuls 50% des foyers identifiés comme prioritaires et nécessitant un logement décent d'urgence ont pu bénéficier d'un logement social.

**“ Malheureusement, le système ne fonctionne pas aussi efficacement qu'il le devrait - Leilani Farha, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit au logement ”**

« La France étant la sixième économie mondiale, il est inacceptable que le sans-abrisme soit parvenu à une telle situation de crise et que beaucoup de gens meurent dans la rue », a affirmé l'experte de l'ONU.

Les sans-abris ont une espérance de vie de 48 ans, soit un peu plus de la moitié que ceux qui vivent sous un toit. Le gouvernement français a fait part de son engagement de changer cette situation et a indiqué que 70 000 personnes avaient pu être relogées de manière permanente cette année. Les associations estiment qu'actuellement, 200 000 personnes sont sans abris dans le pays.

Mme Farha a mentionné qu'une ligne téléphonique d'urgence, disponible sept jours sur sept, 24 heures sur 24, mise en place par le gouvernement français permet d'octroyer un abri d'urgence aux sans-abris mais il est débordé d'appels.

« Malheureusement, la plupart du temps les personnes qui appellent ne parviennent pas à joindre ce service ou sont déboutées, faute de place d'hébergement d'urgence. En outre, 80% de ceux qui sont orientés vers un abri ne pourront y rester qu'une nuit, après quoi, ils devront reprendre le cycle depuis le début », a déclaré la Rapporteuse.

## **Des familles vivant dans des chambres d'hôtels pendant des mois sans perspective d'accès à un logement permanent**

A l'heure actuelle, des chambres d'hôtel sont utilisées pour accueillir des familles sans abri. Même si ces chambres sont conçues comme des abris d'urgence, les familles finissent par y vivre pendant des mois, parfois des années sans perspective d'accès à un logement permanent. Bien souvent ces chambres sont dépourvues de toilettes individuelles, de cuisine, de buanderie et de salle de jeux pour les enfants. Elles sont très humides, présentent des moisissures et sont infestées d'insectes ; de telles conditions de vie sont entièrement incompatibles avec les normes relatives aux droits de l'homme.

Leilani Farha s'est également dit « profondément préoccupée » par les conditions de vie difficiles dans les bidonvilles, les campements et les squats.

**“ Le droit à un logement décent et à vivre une vie exempte d'expulsion n'est pas respecté - Leilani Farah ”**

« A Toulouse, j'ai visité un bâtiment de bureaux vacants où vivent près de 300 migrants, dont de nombreux enfants. Ce bâtiment est surpeuplé, ne dispose d'aucune cuisine et le système d'assainissement y est congestionné. Les insectes y pullulent, » a-t-elle souligné.

« Dans le Nord de la France, j'ai parlé à des migrants et à des réfugiés qui espéraient traverser la Manche pour regagner le Royaume-Uni. Après le démantèlement du campement de Calais en 2016, le gouvernement français a mis en place une politique de dissuasion, ne fournissant que le strict minimum des droits nécessaires à la survie des habitants du campement à savoir l'eau, l'alimentation et des toilettes. Néanmoins, le droit à un logement décent et à vivre une vie exempte d'expulsion n'est pas respecté, » a-t-elle encore ajouté.

« Les personnes qui y vivent dans des tentes sont régulièrement soumises à des expulsions forcées par la police, voient leurs biens confisqués ou enlevés. Les expulsions forcées constituent une violation grave du droit au logement au regard du droit international relatif aux droits de l'homme, » a déclaré l'experte.

« S'il est vrai que la France fait face à une série de sérieuses préoccupations en matière de droits de l'homme relatives au logement, je suis convaincue que le gouvernement peut et veut mieux protéger le droit au logement pour ceux qui sont privés d'une vie digne, » a-t-elle dit en guise de conclusion.

La Rapporteuse spéciale présentera le rapport sur les conclusions de sa visite lors de la prochaine session du Conseil des droits de l'homme.

◆ Recevez des mises à jour quotidiennes directement dans votre boîte mail - **Inscrivez-vous ici.**  
(<https://news.un.org/fr/content/un-newsletter-subscribe>)

◆ Téléchargez l'application ONU Info pour vos appareils **iOS**  
(<https://itunes.apple.com/us/app/un-news-reader/id496893005?mt=8>) ou **Android.**  
(<https://play.google.com/store/apps/details?id=org.un.mobile.news&hl=en>)

**LOGEMENT DÉCENT (/FR/TAGS/LOGEMENT-DECENT) | FRANCE**  
**(/FR/TAGS/FRANCE) | RAPPORTEUSE SPÉCIALE (/FR/TAGS/RAPPORTEUSE-**  
**SPECIALE) | DROITS DE L'HOMME (/FR/TAGS/DROITS-DE-LHOMME-0) | MIGRANTS**  
**(/FR/TAGS/MIGRANTS)**

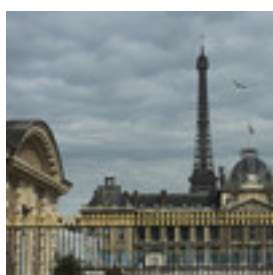
## ARTICLES

---



**Calais : des experts de l'ONU exhortent la France à fournir de l'eau potable et des services d'assainissement aux migrants**  
(<https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010321>)

(<https://news.un.org/fr/story/2018/04/1010321>)



**France : première visite de l'experte de l'ONU sur les droits de l'homme et le contre-terrorisme**  
(<https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013882>)

(<https://news.un.org/fr/story/2018/05/1013882>)



**RETOUR SUR 2018 - Calais : des experts exhortent la France à fournir eau potable et toilettes aux migrants**  
(<https://news.un.org/fr/story/2019/01/1032842>)

(<https://news.un.org/fr/story/2019/01/1032842>)

## SUIVRE L'ACTUALITÉ : PRÉCÉDENTS ARTICLES SUR LE SUJET

---



(/fr/story/2019/01/1032842)

### **RETOUR SUR 2018 - Calais : des experts exhortent la France à fournir eau potable et toilettes aux migrants (/fr/story/2019/01/1032842)**

**1 janvier 2019 | Droits de l'homme (/fr/news/topic/human-rights)**

En avril dernier, des experts des droits de l'homme de l'ONU exhortaient la France à faire davantage pour fournir de l'eau potable, des services d'assainissement et des abris d'urgence aux migrants et aux demandeurs d'asile à Calais, Grande-Synthe, Tatinghem, Dieppe et dans d'autres régions de la côte du nord de la France